

Vu la demande de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 21 mars 1989, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, concernant la prépension pour les employés dans l'industrie du sucre et de ses dérivés.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Annexe

**Commission paritaire
pour les employés de l'industrie alimentaire**

Convention collective de travail du 21 mars 1989

Prépension pour les employés
dans l'industrie du sucre et de ses dérivés

Article 1er. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux employé(e)s des sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre inverti et d'acide citrique, candiseries, levureries et distilleries.

Art. 2. L'indemnité complémentaire, instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du Travail, est octroyée aux employés et employés désignés à l'article 1er qui sont liés par un contrat d'emploi et qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave.

La présente convention est exclusivement applicable aux employés et employées qui sont âgés de 57 ans ou plus et qui remplissent les conditions d'ancienneté prévues par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, modifié par les arrêtés royaux des 7 août 1987, 22 octobre 1987 et 12 janvier 1989.

Art. 3. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1er janvier 1990 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1990.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 27 octobre 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 21 maart 1989, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, betreffende het brugpensioen voor de bedienden in de suikernijverheid en haar bijprodukten.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

Bijlage

**Paritair Comité
voor de bedienden uit de voedingsnijverheid**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 maart 1989

Brugpensioen voor de bedienden
in de suikernijverheid en haar bijprodukten ...

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de suikerfabrieken en suikerraffinaderijen, de fabrieken van invertsuiker en citroenzuur, de kandijfabrieken, de gistfabrieken en distilleerderijen.

Art. 2. De aanvullende vergoeding, ingesteld in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde bedienden die tewerkgesteld zijn krachtens een arbeidsovereenkomst voor bedienden en die worden ontslagen, behalve wegens dringende redenen.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de bedienden die de leeftijd van 57 jaar of meer bereiken en die voldoen aan de anciënniteitsvoorwaarden voorzien in artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 7 augustus 1987, 22 oktober 1987 en 12 januari 1989.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 1 januari 1990 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1990.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTERIE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 2180

**30 OCTOBRE 1989. — Arrêté ministériel
relatif à l'octroi d'une prime spéciale
en faveur des producteurs de viande bovine**

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 29 juillet 1955 créant un Fonds agricole, modifiée par la loi du 26 décembre 1956;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1988, *Moniteur belge* du 15 janvier 1989.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 2180

**30 OKTOBER 1989. — Ministerieel besluit
betreffende de toekenning van een speciale premie
voor de producenten van rundvlees**

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 29 juli 1955 tot oprichting van een Landbouwfonds, gewijzigd door de wet van 26 december 1956;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1989.

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, approuvé par la loi du 2 septembre 1957;

Vu le Règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, notamment l'article 4bis, modifié en dernier lieu par le Règlement (CEE) n° 571/69 du 2 mars 1969;

Vu le Règlement (CEE) n° 468/87 du Conseil du 10 février 1987 établissant les règles générales du régime de prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine, modifié par le Règlement (CEE) n° 572/89 du 2 mars 1989;

Vu le Règlement (CEE) n° 714/89 de la Commission du 20 mars 1989 portant modalités d'application du régime de prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine;

Vu la Décision 89/408/CEE de la Commission du 15 juin 1989, autorisant la Belgique à prévoir un nombre minimal d'animaux pour les demandes de prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1967 portant création de l'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture et supprimant l'Office commercial du Ravitaillement et l'Office de Récupération économique;

Vu l'accord du Ministre des Affaires étrangères;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que des mesures doivent être prises sans retard au niveau national afin d'appliquer le nouveau régime de prime en faveur des producteurs de viande bovine, et de se conformer aux Règlements (CEE) précités,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Conformément aux dispositions des Règlements (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968, n° 468/87 du Conseil du 10 février 1987 et n° 714/89 de la Commission du 20 mars 1989, une prime spéciale est octroyée aux producteurs de viande bovine.

§ 2. Le montant de la prime est fixé à 1 931 F par bovin mâle pour les demandes de prime introduites en 1989 au cours de la période fixée à l'article 2, § 2. A partir du 1er janvier 1990, le taux de conversion agricole de l'ECU à appliquer au montant de la prime est celui du jour de dépôt de la demande.

Art. 2. § 1er. Pour pouvoir bénéficier de la prime, le producteur doit introduire une demande de prime pour son exploitation au moyen d'un formulaire officiel. Ces formulaires peuvent être obtenus auprès des ingénieurs du Service de l'Élevage (Conseillers de Zootechnie) et auprès des ingénieurs agronomes de l'Etat.

§ 2. Les demandes peuvent être introduites au cours de l'année entière. Toutefois, pour 1989, les demandes doivent être introduites dans la période du 10 mai au 31 décembre.

§ 3. Le nombre de demandes de prime qui peuvent être introduites par exploitation est limité à 2 par année civile. En 1989, pour le calcul du nombre de demandes, il est tenu compte des demandes introduites en application de l'arrêté ministériel du 22 juillet 1988, relatif à l'octroi d'une prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine.

§ 4. Une demande de prime doit porter sur un minimum de 3 bovins mâles. Tous les bovins qui sont déclarés dans la demande de prime doivent satisfaire aux conditions requises pour la prime, et doivent être âgés d'au moins six mois accomplis au moment de l'introduction de la demande.

§ 5. Le producteur doit introduire le formulaire de demande en double exemplaire, correctement complété et signé par lui, auprès de l'agent local qui est désigné à cet effet pour sa commune.

§ 6. Les cartes d'identification originales des bovins déclarés, prévues par l'article 10 de l'arrêté royal du 7 mai 1963 portant organisation de la lutte contre les maladies du bétail et par l'article 17 de l'arrêté royal du 10 mai 1963 portant des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine, doivent être présentées simultanément avec le formulaire de demande.

Les données d'identification mentionnées sur les cartes et indiquées à l'article 3, § 1er, doivent être mentionnées sur le formulaire de demande.

§ 7. Le formulaire de demande ainsi que les cartes d'identification des bovins pour lesquels la prime spéciale a été demandée sont estampillés par l'agent local avec un cachet spécial.

Art. 3. § 1er. Tout bovin pour lequel la prime spéciale a été demandée doit, aussi longtemps qu'il vit ou jusqu'à ce qu'il soit exporté, être accompagné par la carte d'identification visée à l'article 2, § 6, et porter une marque auriculaire agréée par le Service de l'Inspection vétérinaire du Ministère de l'Agriculture. La carte

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad van 27 juni 1968 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, inzonderheid op artikel 4bis, laatst gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 571/69 van 2 maart 1969;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 468/87 van de Raad van 10 februari 1987 tot vaststelling van de algemene voorschriften van het stelsel van de speciale premie voor producenten van rundvlees, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 572/89 van 2 maart 1989;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 714/89 van de Commissie van 20 maart 1989 houdende uitvoeringsbepalingen van het stelsel van de speciale premie voor producenten van rundvlees;

Gelet op de Beschikking 89/408/EEG van de Commissie van 15 juni 1989 waarbij België wordt gemachtigd voor te schrijven dat de aanvragen van de speciale premie voor rundvleesproducenten op een minimum aantal dieren betrekking moeten hebben;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1967 houdende oprichting van de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw en afschaffing van de Handelsdienst voor Ravitailering en van de Dienst voor Economische Recuperatie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zonder verwijl op nationaal vlak de nodige maatregelen dienen te worden getroffen om het nieuwe premiestelsel voor producenten van rundvlees toe te passen en zich in overeenstemming te brengen met de genoemde EEG-Reglementering,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van de Verordeningen (EEG) nr. 805/68 van de Raad van 27 juni 1968, nr. 468/87 van de Raad van 10 februari 1987 en nr. 714/89 van de Commissie van 20 maart 1989 zal aan de producenten van rundvlees een speciale premie toegekend worden.

§ 2. Het premiebedrag is vastgesteld op 1 931 F per mannelijk rund voor de premieaanvragen ingediend in 1989, gedurende de periode bepaald in artikel 2, § 2. Vanaf 1 januari 1990, is de op het premiebedrag toe te passen landbouwwerkeningskoers van de ECU, deze geldig op de dag van de indiening der aanvraag.

Art. 2. § 1. Om de premie te kunnen bekomen moet de producent een premieaanvraag voor zijn bedrijf indienen bij middel van een officieel formulier. Deze formulieren zijn te bekomen bij de ingenieurs van de Dienst Veeteelt (veeteeltconsulenten) en bij de rijkslandbouwkundig ingenieurs.

§ 2. De aanvragen mogen gedurende het ganse jaar worden ingediend. Voor 1989 moeten de aanvragen evenwel ingediend worden in de periode tussen 10 mei en 31 december.

§ 3. Het aantal premieaanvragen dat per bedrijf kan worden ingediend is beperkt tot 2 per burgerlijk jaar. Voor 1989, wordt voor de berekening van het aantal aanvragen rekening gehouden met de aanvragen ingediend in toepassing van het ministerieel besluit van 22 juli 1988 betreffende de toekenning van een speciale premie voor producenten van rundvlees.

§ 4. Een premieaanvraag moet op ten minste 3 mannelijke runderen betrekking hebben. Alle runderen die in de aanvraag voor de premie worden opgegeven, moeten voldoen aan de premievereisten en moeten minstens volle zes maand oud zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag.

§ 5. De producent moet het door hem correct ingevulde en ondertekende aanvraagformulier in tweevoud indienen bij de lokale agent die hiertoe voor zijn gemeente is aangeduid.

§ 6. Gelijktijdig met het aanvraagformulier moeten de originele identificatiekaarten, voorzien bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 7 mei 1963 houdende inrichting van de bestrijding van de veeziekten en bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 10 mei 1963 houdende maatregelen tot bestrijding van de rundertuberculose, van de opgegeven runderen worden voorgelegd.

De identificatiegegevens vermeld op deze kaarten en aangeduid in artikel 3, § 1, moeten worden vermeld op het aanvraagformulier

§ 7. Het aanvraagformulier alsmede de identificatiekaarten van de runderen waarvoor de speciale premie wordt gevraagd, worden door de lokale agent met een speciale stempel afgestempeld.

Art. 3. § 1. Zolang het leeft of tot het wordt uitgevoerd moet elk rund waarvoor de speciale premie wordt gevraagd vergezeld zijn van de identificatiekaart bedoeld bij artikel 2, § 6, en moet het een door de Dienst Diergeneeskundige Inspectie van het Ministerie van Landbouw aangenomen genummerd oormerk dragen. De identifica-

d'identification doit être remplie complètement et conformément aux dispositions en vigueur en la matière, doit être mise à jour, et doit porter le numéro de marque auriculaire.

§ 2. Les bovins mâles qui, après demande de la prime, sont expédiés vers un autre Etat membre, doivent être marqués d'une perforation circulaire de 1 cm dans une des oreilles.

Art. 4. § 1er. Le producteur doit s'engager à maintenir sur son exploitation les bovins mâles pour lesquels il demande la prime pendant une période minimum de deux mois à partir du jour de l'introduction de la demande, et au moins jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de neuf mois.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du § 1er, le producteur doit, pendant la période visée au § 1er, faire savoir par écrit dans les 10 jours qui suivent l'événement, au Conseiller de Zootechnie de sa province toute perte ou liquidation forcée de bovins pour lesquels la prime spéciale a été demandée. Le producteur joint à sa lettre toutes pièces établissant les faits et les causes de ladite perte ou liquidation.

Art. 5. Le contrôle du respect par le producteur des obligations du régime de la prime spéciale prévues par les règlements-CEE mentionnés à l'article 1er, § 1er, et par cet arrêté, est effectué par les fonctionnaires des services énumérés à l'article 2, § 1er, assistés par les fonctionnaires du service extérieur du Service des produits animaux et par les Inspecteurs vétérinaires du Service de l'Inspection vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

Le contrôle du marquage visé à l'article 3, § 2, est effectué par les Inspecteurs vétérinaires compétents.

Art. 6. L'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture est chargé du paiement des primes, ainsi que du recouvrement des primes payées indûment.

Art. 7. § 1er. Les agents locaux visés à l'article 2, § 5 et § 7, sont désignés par les Fédérations de lutte contre les maladies du bétail parmi les secrétaires des Associations de lutte contre les maladies du bétail. Ils sont chargés de la réception et de l'enregistrement des demandes de prime.

Ils vérifient si les cartes d'identification visées à l'article 2, § 6, et la demande de prime concordent, et si elles satisfont aux prescriptions relatives à la prime spéciale.

§ 2. Les agents locaux sont compétents pour les demandes de prime des producteurs de viande bovine qui sont domiciliés dans la commune pour laquelle ils sont désignés.

Ils agissent selon les directives du Conseiller de Zootechnie de leur province.

Art. 8. L'arrêté ministériel du 22 juillet 1988 relatif à l'octroi d'une prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 3 avril 1989.

Bruxelles, le 30 octobre 1989.

P. DE KEERSMAEKER

tietaart moet volledig en conform de terzake geldende bepalingen zijn ingevuld en bijgehouden en moet het oormerknummer vermelden.

§ 2. De mannelijke runderen die na het aanvragen van de premie naar een andere lidstaat worden uitgevoerd, moeten worden gemerkt met een cirkelvormige perforatie van 1 cm in één der oren.

Art. 4. § 1. De producent moet er zich toe verbinden de mannelijke runderen waarvoor hij de speciale premie vraagt gedurende ten minste twee maanden op zijn bedrijf aan te houden vanaf de dag van indiening van de aanvraag, en minstens tot zij de leeftijd van negen maand hebben bereikt.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 1, moet de producent tijdens de periode bedoeld in § 1 ieder verlies of gedwongen afvoer van runderen waarvoor de speciale premie werd gevraagd binnen de 10 dagen en schriftelijk melden aan de veeteeltconsulent van zijn provincie. De producent voegt bij zijn schrijven alle bewijsstukken die de feiten en de redenen van dit verlies of van deze afvoer aantonen.

Art. 5. De controle op het nakomen door de producent van de voorschriften van de speciale premieregeling voorzien bij de EEG-Verordeningen vermeld in artikel 1, § 1, en bij dit besluit, gebeurt door de ambtenaren van de diensten opgenoemd in artikel 2, § 1, bijgestaan door de ambtenaren van de buitendienst van de Dienst Dierlijke Producten en door de Inspecteurs-dierenartsen van de Dienst Diergeneeskundige Inspectie van het Ministerie van Landbouw.

De controle op de merking bedoeld bij artikel 3, § 2, gebeurt door de bevoegde Inspecteurs-dierenartsen.

Art. 6. De Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw wordt belast met de uitbetaling van de premies, alsmede met de terugvordering van de ten onrechte betaalde premies.

Art. 7. § 1. De lokale agenten bedoeld in artikel 2, § 5 en § 7 worden door de Verbonden voor Dierenziektenbestrijding aangeduid onder de secretarissen van de Verenigingen voor Dierenziektenbestrijding. Zij zijn belast met de ontvangst en registratie van de premieaanvragen.

Zij gaan na of de identificatiekaarten bedoeld in artikel 2, § 6, en de premieaanvraag in overeenstemming zijn en voldoen aan de voorschriften voor de speciale premie.

§ 2. De lokale agenten zijn bevoegd voor de premieaanvragen van producenten van rundvlees die zijn gedomicilieerd in de gemeente waarvoor zij zijn aangewezen.

Zij handelen volgens de richtlijnen van de veeteeltconsulent van hun provincie.

Art. 8. Het ministerieel besluit van 22 juli 1988 betreffende de toekenning van een speciale premie voor producenten van rundvlees wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 3 april 1989.

Brussel, 30 oktober 1989.

P. DE KEERSMAEKER

F. 89 — 2181

30 OCTOBRE 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 juillet 1988 relatif à l'octroi de la prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 29 juillet 1955 créant un Fonds agricole, modifiée par la loi du 26 décembre 1956;

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu le Règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, notamment l'article 4bis, modifié par le Règlement (CEE) n° 4132/88 du 20 décembre 1988 prorogé par le Règlement (CEE) n° 571/89 du 2 mars 1989;

Vu le Règlement (CEE) n° 468/87 du Conseil du 10 février 1987 établissant les règles générales du régime de prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine;

Vu le Règlement (CEE) n° 859/87 de la Commission du 25 mars 1987 portant modalités d'application du régime de prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine, modifié en dernier lieu par le Règlement (CEE) n° 875/89 du 16 mars 1989;

N. 89 — 2181

30 OKTOBER 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 juli 1988 betreffende de toekenning van een speciale premie voor producenten van rundvlees

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 29 juli 1955 tot oprichting van een Landbouwfonds, gewijzigd door de wet van 26 december 1956;

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad van 27 juni 1968 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, inzonderheid op artikel 4bis, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 4132/88 van 20 december 1988, verlengd bij Verordening (EEG) nr. 571/89 van 2 maart 1989;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 468/87 van de Raad van 10 februari 1987 tot vaststelling van de algemene voorschriften van het stelsel van de speciale premie voor producenten van rundvlees;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 859/87 van de Commissie van 25 maart 1987 houdende uitvoeringsbepalingen van het stelsel van de speciale premie voor producenten van rundvlees, laatst gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 875/89 van 16 maart 1989;